



Entre son arrestation sous les bombes françaises le 11 avril 2011 et son transfert à la Cour pénale internationale à La Haye, durant ses huit mois de détention à Khorogo, il n'y avait guère que de simples citoyens ivoiriens, camerounais et autres Africains à le défendre sans relâche. Dès le 16 avril 2011, ils manifestaient à Paris, place de la Bastille, pour lui crier leur solidarité.

Quant aux rares personnalités politiques ayant pris sa défense avant sa chute, elles s'étaient alors murées dans le silence pour ne pas déplaire à la France, qui fêtait en une grande pompe l'avènement de son préfet nègre réintégrant la Côte d'Ivoire dans le giron françafricain d'où Laurent Gbagbo avait péniblement tenté de l'en extraire. La Côte d'Ivoire était revenue à son point de départ.

Les visages de la résistance à l'injustice

Il a donc fallu la ténacité de ces groupuscules d'Ivoiriens et d'Africains mus par une même volonté, unis dans un même combat, arpentant les rues des villes européennes et faisant des émules aux Etats-Unis et au Canada, pour que le séjour de Laurent Gbagbo à La Haye ne se déroule pas dans le silence et l'indifférence des nations du monde entier.

Il a fallu aussi le talent et l'habileté des journaliste d'investigation (1) comme Théophile Kouamouo, Charles Onana ou Grégory Protche, pour peindre la profonde injustice dont était victime le prisonnier de la CPI ; il a fallu le talent et l'habileté d'une petite mais ardente armée de blogueurs pour que les crimes passés et actuels du nouveau pouvoir ivoirien circulent à travers le monde entier et deviennent même des éléments de référence dans la défense de l'illustre prisonnier.

Dans leur dur et long combat, ces défenseurs de Laurent Gbagbo et du respect de la constitution ivoirienne seront réconfortés par deux excellents films-documentaires. Le premier, Laurent Gbagbo dans le tourbillon du Golfe de Guinée, diffusé en mars 2011, un mois avant sa chute, démontrait de manière éclatante la rapacité de la France sur les immenses richesses encore inexploitées du pays, et sa volonté de contrecarrer le plan d'indépendance économique prôné par le président ivoirien.

Le deuxième est venu d'Italie, curieuse de savoir ce qui s'était passé dans l'ouest ivoirien. A travers les témoignages locaux, ce film nous permet de découvrir comment s'est opérée la complicité de la France dans les massacres de Duékoué et de ses environs, et l'on comprend pourquoi les journalistes français refusent de voir la vérité sur cet épisode de la guerre postélectorale. Galvanisés par la flagrante injustice, convaincus de la nécessité de porter la vérité jusqu'à ce que la lumière la rende visible à tous, les Ivoiriens, les panafricanistes et leurs rares amis européens n'ont pas baissé les bras et n'ont eu de cesse de multiplier les manifestations en France, en Italie et devant la Cour pénale internationale à La Haye.

On peut affirmer que jamais, dans l'histoire, un leader noir n'a bénéficié d'autant de soutiens de la diaspora africaine et d'autant de sympathie de la part des populations d'Afrique noire. Patrice Lumumba, Kwamé Nkrumah, Sékou Touré, sont morts dans le silence, même si de nombreux Africains les portaient dans leur coeur.

Durant ses 27 années de prison, jamais Nelson Mandela n'a bénéficié d'une telle sympathie populaire. Il faut dire que les temps ont changé : grâce à Internet, l'information circule plus rapidement, les mensonges sont plus vite signalés et démontrés. Ce que l'on tente de cacher se retrouve rapidement porté sur la place publique parce que tous les citoyens, partout dans le monde, sont devenus des informateurs. Plus personne n'a le monopole de l'information. Voilà pourquoi le grossier coup d'état contre Laurent Gbagbo, présenté par la France et l'ONU comme une entreprise de salut public, a fait de lui, en moins de deux ans, le héros africain de la résistance à l'impérialisme européen.

L'accélération de la dénonciation de l'injustice faite à Laurent Gbagbo

On peut même dire que la forte offensive de la résistance au nouveau pouvoir et au mur du mensonge qui cachait la vérité sur le drame ivoirien a surpris les commanditaires et acteurs

européens du coup d'état du 11 avril 2011. La popularité de Laurent Gbagbo, fortement ancrée dans le paysage politique de ce début du XXI^e siècle, a forcé de nombreuses personnalités politiques à considérer de plus près la manière dont le pouvoir lui a été arraché et les conséquences de ce forfait.

Dans l'introduction du livre de Charles Onana (Côte d'Ivoire, le coup d'Etat), publié en novembre 2011, M. Tabo Mbeki, l'ancien président sud-africain – l'un des premiers médiateurs entre les deux parties du conflit ivoirien – a clairement démontré la ferme intention de la France de se débarrasser de Laurent Gbagbo et le soutien précieux dont elle a bénéficié de l'ONU. En septembre 2012, lors du congrès de l'Internationale Socialiste, en Afrique du Sud, le Ghanéen Kofi Awoonor avait à son tour fustigé la passivité des socialistes français devant le sort réservé à Laurent Gbagbo.

En décembre 2012, enfin, un socialiste –François Loncle – révèle l'activisme corrompateur de madame Alassane Ouattara auprès des hommes politiques français ; dans la même période, Georges Peillon, ancien porte-parole de la force Licorne (l'armée française impliquée dans le conflit ivoirien) reconnaissait le parti pris du pouvoir et des médias français dans la vie politique de la Côte d'Ivoire depuis 2002.

Si les aveux et les critiques étaient devenus de plus en plus nombreux et fragilisaient le pouvoir ivoirien tout en mettant à mal le soutien que lui apportait la France, ce pouvoir demeurait solide aux yeux de l'Europe grâce au mutisme des médias et du gouvernement socialiste qui avait revêtu les habits impérialistes laissés par Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy. C'est finalement à partir de février 2013 que le procès devant confirmer ou infirmer les charges du procureur de la CPI contre Laurent Gbagbo va donner un nouveau souffle à la Résistance ivoirienne et africaine et commencer à ébranler le pouvoir en place et les certitudes des commanditaires onusiens et français.

Ce procès se révéla, en effet, une belle occasion de démontrer que les accusateurs de Laurent Gbagbo manquaient d'arguments pour le faire condamner. Quand on mène pendant dix ans une rébellion contre un pouvoir légal en tuant femmes et enfants, quand avec l'aide de forces étrangères on mène une charge finale sanglante pour s'emparer du pouvoir, cela apparaît en effet ignoble d'accuser celui qui a été défait d'avoir résisté.

Oui, c'est ignoble d'accuser le vaincu de vous avoir obligé, par sa résistance, à tuer femmes et enfants dans votre conquête du pouvoir. Toutes les images de l'attaque d'Abidjan ne révélant

que des crimes commis par les assaillants et leurs soutiens, le procureur a dû se tourner vers des documents étrangers pour illustrer son argumentation, la fragilisant par la même occasion. Comment peut-on, dans ces conditions, condamner un homme ou même le garder en prison ?

Dès lors, avant même que les juges de la Cour pénale internationale ne déclarent insuffisantes les preuves présentées par le procureur demandant la condamnation de Laurent Gbagbo, il était difficile aux instruments de la propagande étrangère de cacher la vérité.

Les ONG entrèrent donc dans la danse, au début du mois d'avril 2013, et dénoncèrent « la justice des vainqueurs » tout en soulignant les crimes ethniques, les exécutions sommaires, les chasses à l'homme et les emprisonnements arbitraires des partisans de Laurent Gbagbo – œuvres du pouvoir actuel, de son armée et de ses milices.

Indiscutablement, l'impunité des hommes du nouveau régime blesse la conscience humaine ! Condamner Laurent Gbagbo pour avoir résisté à l'assaut de l'ennemi et voir les vrais bourreaux du peuple ivoirien se pavaner effrontément, alors que les médias africains et les blogueurs étalent quotidiennement les images de leurs crimes, apparaît comme une blessante injustice !

A la suite des ONG, comme si la parole était enfin libérée, ce sont les hommes politiques africains, jusque-là muets, qui vont donner de la voix. Au sommet de l'UA, à la fin de mai 2013, le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn, président de cette organisation, a qualifié la CPI d'instrument raciste au service des occidentaux : « Lors de la création de la CPI, l'objectif était d'éviter toutes sortes d'impunités ; mais, désormais, le processus a dégénéré en une sorte de chasse raciale ». Effectivement, la trentaine d'hommes politiques africains poursuivis par cette institution ne laisse pas penser autre chose.

Le 15 juin, au Gabon, lors d'un débat consacré à « l'indépendance » en Afrique, la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, a vivement contesté les dires du procureur Bensouda en accusant les Européens d'utiliser la CPI pour manipuler la politique des nations africaines : "C'est malheureux, qu'un grand nombre de conclusions ait été réduit à la manipulation politique [...] Il n'est pas honnête de dire que la CPI ne s'acharne pas contre l'Afrique. Je ne suis pas d'accord avec ma soeur Bensouda". Puis la ministre a demandé à celle-ci de ne pas dire "que les Africains viennent la voir [la CPI] pour être jugés. C'est faux, car l'Afrique ne veut pas de colonialisme judiciaire".

La position des hommes politiques africains sur la Cour pénale internationale est donc plus que claire : elle n'est pas impartiale ; elle n'est pas crédible ; elle est raciste. Et, à partir du 3 juin 2013, après l'ajournement du procès et le renvoi de la procureure à la recherche de preuves plus convaincantes, les Européens aussi se laissent gagner par le doute quant à l'impartialité de cette institution. Les journaux français qui, jusque-là, n'ont fait aucun cas ni des nombreuses marches de soutien à Laurent Gbagbo à Paris ou à La Haye, ni des pluies de critiques contre l'injustice du pouvoir actuel concernant l'analyse des crimes commis avant et après les élections, se sont tout à coup mis à faire le procès de la CPI.

Pour la première fois depuis 2002, le journal La Croix ne fait ni l'apologie de l'élu de la France ni la critique de l'ennemi juré des journalistes français. Marianne de son côté juge le procès de la CPI fait par les africanistes tout à fait justifié. C'est à croire que pour tout le monde le mensonge qui fait de Laurent Gbagbo le seul responsable des morts avant et après les élections présidentielles de 2010 ne peut plus être défendu.

La preuve que le vent a tourné et dévoile peu à peu la vérité, c'est que même les muets parlent en France ! Qui a déjà entendu Koffi Yamgnane réagir aux injonctions méprisantes et injustes adressées à Laurent Gbagbo avant et après les dernières élections présidentielles en Côte d'Ivoire ? Qui l'a entendu parler de Laurent Gbagbo ou lui témoigner la moindre sympathie depuis qu'il a été arrêté dans le palais présidentiel par l'armée française ? Incapable de la moindre indépendance de parole, voilà qu'il profite de l'indignation de Bernard Houdin (conseiller de Laurent Gbagbo) pour dire tout simplement que lui aussi pense que « trop, c'est trop », que l'injustice contre Laurent Gbagbo ne peut plus continuer.

Mais attendons de voir s'il ira plus loin que la simple indignation partagée. De son côté, la présidente du Mouvement des Africains-Français, qui s'est toujours opposée aux marches de soutien à Laurent Gbagbo et n'y a jamais participé, entreprend enfin une action précise dans la lutte contre l'impartialité de la CPI : elle lance une pétition pour le retrait des nations africaines de cette institution. L'intention est bonne, mais elle ignore que le combat politique se mène dans la persévérance et non pas périodiquement.

Dans tous les cas, Laurent Gbagbo ne laisse plus personne indifférent puisque ce qui était censé être son procès s'est transformé en procès de l'institution chargée de le juger. Quel retournement de situation ! N'est-ce pas déjà la victoire de la vérité sur le mensonge ? En clair, la CPI se discréditerait complètement aux yeux du monde en maintenant sa volonté de juger Laurent Gbagbo. Elle se trouve dans l'obligation de le libérer et prendre le temps de revoir son fonctionnement par rapport à l'analyse des crimes et des supposés criminels qu'elle doit juger.

Les nouvelles preuves du procureur contre Laurent Gbagbo sont d'avance jugées par l'opinion publique internationale comme irrecevables ; et un éventuel procès serait considéré comme une injustice. Arrêter des partisans de l'actuel président de la Côte d'Ivoire et les traduire devant la CPI afin de justifier la poursuite du procès serait désormais inacceptable. Cette dernière entreprise serait perçue par tous comme l'aveu de l'injustice dont est victime Laurent Gbagbo depuis deux ans, voire depuis dix ans.

Quel long combat ! Mais quel combat magnifique et enthousiasmant quand, comme par miracle, tout le monde le trouve juste ! Après Nelson Mandela, toutes les nations reconnaîtraient-elles l'injustice faite à Laurent Gbagbo ? Quelle belle victoire en perspective ! Ses partisans, les panafricanistes, les journalistes activistes soucieux de la vérité, les infatigables blogueurs, les amis Français – en particulier Guy Labertit, Michel Galy, Bernard Houdin et Albert Bourgi – et ses admirateurs anonymes qui vivaient dans la peur, sont aujourd'hui fiers de leur combat et heureux de voir ça et là des appels à sa libération pure et simple.

Un homme qui, par son seul amour de la vérité, un homme qui a juré d'aller jusqu'au bout et parvient par sa ténacité à renverser l'opinion publique et la machine judiciaire internationale qui s'acharnait à le perdre, ne mérite que l'admiration et les éloges. L'ancien Premier ministre du Togo (1991-1994), Joseph Kokou Koffigoh, et l'artiste béninois Yokula (reggaeman) l'ont bien compris. Ils ne sont pas restés insensibles à cet amour de la vérité attaché au coeur du prisonnier de La Haye. L'un vient de lui consacrer un très beau poème demandant sa libération « des mains de l'infamie » et l'autre une chanson qui clame son amour pour la légalité constitutionnelle.

Laurent Gbagbo est entré dans l'Histoire parce qu'il a donné sa vie pour la vérité, pour le respect de la constitution de son pays ; il est entré dans l'Histoire parce que l'Afrique a reconnu dans son combat le sien. En s'accrochant à la vérité et au droit, Laurent Gbagbo a accepté de subir l'infamie de l'emprisonnement dans le goulag des puissances occidentales. Comme tous ceux qui ont consacré leur vie aux grands idéaux humains pour que leurs semblables grandissent sous un jour nouveau, l'heure de sa rédemption viendra. Quant à toi, lecteur, n'oublie pas qu'un jour tu devras répondre à cette question : qu'as-tu fait pour soutenir le combat de l'homme que l'on admire aujourd'hui ?

Mediapart